

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4598 - Mardi 02 Avril 2024 - Prix : 200 Fc

CHOLÉRA :

Le pays enregistre 41 nouveaux cas



INTERVIEW :

**Fatouma N. Halifa : "Poursuivre
l'éveil de la jeunesse africaine"**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

22 Ramadan 1445

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Avril 2024**

Lever du soleil:

06h 11mn

Coucher du soleil:

18h 11mn

Fadjr : 04h 58mn

Dhouhr : 12h 14mn

Ansr : 15h 26mn

Maghrib: 18h 14mn

Incha: 19h 28mn



INTERVIEW :

Fatouma N. Halifa : "Poursuivre l'éveil de la jeunesse africaine"

Convaincue que l'Afrique peut être perçue autrement, Fatouma Nassor Halifa, raconte dans "Hongera Afrika" (L'Harmattan), livre à paraître le 4 Avril prochain, cette nouvelle image du continent noir, sa face cachée. L'auteure dénonce dans son œuvre cette « image manipulée, tronquée et biaisée » en parlant de la culture africaine et ses enjeux dans la conjoncture actuelle, de l'échec de la gestion des indépendances de l'Afrique, explore aussi le mécanisme de la fabrique du non développement et évoque le paradoxe de l'Aide au développement. Interview.

Question : Parlez nous de votre livre Hongera Afrika

Fatouma Nassor Halifa : C'est un livre à l'image du colibri. Dans ce livre, j'ai retenu le choix de parler d'une nouvelle image de l'Afrique et de sa face cachée. Celle dont on nous parle timidement ou presque pas du tout. C'est-à-dire le côté positif et innovant de l'Afrique, en passant par l'analyse de l'actuel imaginaire africain sur les réalités de l'Europe et de l'Afrique (plus précisément de l'Afrique subsaharienne francophone). Je me suis focalisée sur le thème des représentations de l'Afrique, de son image manipulée, tronquée et biaisée et Je cherchais comment briser et modifier ces récits stéréotypés et déconstruire ces narratifs accablants de l'Afrique. Ce choix du titre est une manière de ne pas parler que de la face sombre qui résulte souvent de la convention néolibérale. Ce sujet de sursaut

cherche à annoncer les changements positifs et comment les pérenniser et porter une contribution à la construction d'une image positive de l'Afrique.

Question : Quels sont les thèmes abordés ?

FNH : Après un bref rappel sur le poids de l'héritage de la colonisation et ses empreintes dans l'imaginaire africain, le livre aborde les thèmes de l'éducation précoloniale à l'éducation postcoloniale et d'une éducation adaptée pour une Afrique prospère. Il parle de la culture africaine et ses enjeux dans la conjoncture actuelle, de l'échec de la gestion des indépendances de l'Afrique. Il explore aussi le mécanisme de la fabrique du non développement et évoque le paradoxe de l'Aide au développement, l'échec des stratégies du libre-échange en Afrique et les effets pervers des échanges mondiaux comme la mise en échec du cycle de Doha, aussi appelé cycle de développement et ses conséquences pour l'Afrique.

Dans ce livre on se pose aussi la question de Comment l'Afrique va-t-elle évoluer dans ce nouveau monde sans subir une nouvelle domination étrangère ? De « Consensus de Washington », auquel l'Afrique adhère, au « Consensus asiatique » auquel l'Afrique subsaharienne semble s'intéresser. Quelle sera la nouvelle place de l'Afrique dans le monde multipolaire ? Il est aussi question de la création de la nouvelle relation France-Afrique.

Enfin, le livre offre des perspectives novatrices sur la voie à suivre pour libérer le potentiel économique du continent dans ce nouveau monde et propose l'éventualité création d'un modèle propre de développement de l'Afrique capable de propulser leur développement adapté aux besoins de la réalité africaine et de mettre fin aux théories de développement imposées par l'Occident.

Question : Selon vous, quels devront être les engagements de la jeunesse africaine face à ce fléau, à ces maux qui rongent le continent ?

FNH : Un élan progressiste se dessine et décide de briser ces obstacles géopolitiques et géostratégiques du développement de l'Afrique en privilégiant de commencer par décoloniser les esprits. Et pour y arriver, il

faudrait poursuivre l'éveil de la jeunesse africaine sur la question de la colonisation, ses tourments, son esprit, ses legs, ses mythes et ses réalités, et ses effets délétères. Depuis les années soixante, les héritiers du système colonial ou néocolonialisme ont inventé et attribué à l'Afrique et les autres pays du sud des expressions de type : le tiers monde, les pays sous-développés, les pays en voie de développement, les pays les moins avancés, les pays pauvres très endettés (PPTÉ). Ils ont fait en sorte que la pauvreté soit ressentie en Afrique comme faisant partie de leur culture. Il faut refuser de porter ces définitions qui maintiennent l'idéologie hégémonique qui, à la longue ont réussi à affaiblir le mental des Africains. C'est pour cette raison que l'utilisation désormais des expressions positives comme « l'Afrique continent de l'avenir », « l'Afrique audacieuse », « l'Afrique qui gagne », « l'Afrique qui émerge », etc., nous paraît cruciale pour afficher le bon départ de la nouvelle Afrique avec une mentalité de gagnant. Il faut écarter l'esprit défaitiste et la culture de la pauvreté.

Question : Il est établi dans le résumé de la quatrième de couverture que « ce livre ne cherche pas à trop idéaliser la culture comme remède miracle à tout ». Selon vous qu'est-ce qui manque à l'Afrique pour casser ces chaînes ?

FNH : Dans la conjoncture actuelle, les enjeux de la culture africaine se trouvent au cœur de plusieurs discussions. En 2021, le thème retenu de la journée du patrimoine mondial africain était « La place de la culture, de l'art et du patrimoine dans le développement du continent africain ». Toutefois, il faut reconnaître qu'il y a un grand fossé entre les discours et la réalité sur le terrain. La reconnaissance de la culture comme étant une ressource économique ne doit pas rester un slogan et un discours fantaisiste lors des conférences des institutions internationales. Elle doit ainsi se traduire par l'investissement de plus en plus pour la sauvegarde et pour la protection des richesses en danger, la construction des infrastructures, la formation des experts et le personnel nécessaire pour assurer la conservation et la préservation du patrimoine cultu-

rel ainsi que les autres métiers y afférents.

Pour faire de la culture une force motrice, les dirigeants africains doivent faire de la culture une priorité dans les programmes de l'éducation. Des cours d'éveil à la découverte de l'art et de la culture africaine peuvent être instaurés dans les écoles afin de transmettre, dès le plus jeune âge, la valeur et l'importance de la culture et de l'art africains. Avec la pauvreté et l'ignorance, beaucoup de pièces archéologiques et culturelles sont volées et vendues à des antiquaires locaux pour une bouchée de pain, et ces derniers les revendent ensuite à des collectionneurs étrangers. Il est impératif d'éduquer et sensibiliser les populations locales sur la richesse que représentent ces objets, leur valeur culturelle et patrimoniale. Conscientiser la population sur le fait que ce ne sont pas de simples objets, mais qu'il s'agit de leur identité et de leur dignité.

Question : De nos jours, de plus en plus de mouvements de soulèvement ont lieu pour lutter contre le néocolonialisme dans le Sahel plus précisément. Que pensez-vous de ce phénomène ?

FNH : Je salue le courage ; cette dynamique qui cherche à faire bouger les lignes car pour construire la nouvelle Afrique, il faut des vrais dirigeants capables de rompre avec les diktats du néocolonialisme. Toutefois ces actions doivent être menées en bonne intelligence, et éviter de semer le chaos.

Un dernier mot...

FNH : J'aurai bien espéré que les institutions africaines et européennes plus particulièrement les médias au lieu de se focaliser sur ce qui ne va pas en Afrique, de mettre en lumière ce qui marche. L'Afrique représente le nouvel eldorado, mais pour l'être réellement il serait judicieux que les Africains se mettent au travail productif de leurs terres et de leurs océans, de leurs sous-sols, de leurs plantes, de leurs fonds marins, de leur environnement pour créer les richesses des nations africaines puisque nous prétendons avoir les connaissances et qualités requises.

Propos recueillis par A.O.

HABARI ZA UDUNGA

L'art de la dispute permanente sous les cocotiers

"La démocratie, c'est le genre de régime, où l'on peut espérer, qu'un jour, on sera mieux gouverné"

Quand on examine les comportements de notre classe politique, on est abasourdi, tant par les déclarations contradictoires qu'elle tient, que par des comportements qui frôlent l'indécence, dans les alliances de hasard et autres regroupements. Il est actuellement établi, que le pays doit gérer le devenir de toute une classe politique, qui se trouve face à un trop plein. Ainsi donc, à un moment où l'administration publique plus que pléthorique vogue sans perspectives, le pays voit surgir des politiciens qui jouent leur survie et qui tentent de tenir la tête hors de l'eau grâce à la surenchère verbale tous azimuts.

Certains d'entre eux, qui il n'y a pas longtemps, donnaient de leçons de civisme, et autre morale politique, se trouvent aujourd'hui aux avants plans des joutes verbales, ces dernières n'ayant d'autres objectifs que de leur permettre de rester au niveau du paysage politico-médiatique. Les îles de la lune peuvent-elles se payer le luxe d'entretenir plusieurs castes de dirigeants qui n'ont d'autre utilité que d'exister ? Cette nomenclature sous les cocotiers constitue à n'en plus douter une source supplémentaire de soucis dans la bonne gouvernance de la cité.

Car comme disait un ami, on se

surprend à noter que le seul consensus réel de notre classe politique consiste d'une part à se partager le pays en autant de portions congrues et d'autre part, à se glisser des peaux de bananes vers l'autre soi-même pour lui donner des coups de gourdin à l'occasion et tant pis pour ceux qui croyaient révolu le temps des sultans batailleurs. Cette situation est surtout caractéristique de l'île de Ngazidja où nous excellons dans l'art de la dispute permanente Et feu Président Saïd Mohamed Cheikh ne s'y trompait pas en fustigeant dans toutes ses allocutions ces comportements à la fois infantiles et irresponsables. C'est vous dire, que

le mal est profond.

S'il est évident qu'il faut continuer d'enrichir et d'étendre les connaissances que nous avons de cette nouvelle mutation du microcosme politique, nous devons prendre la mesure du temps que nous perdons dans la création d'un climat propice afin d'inciter les investisseurs potentiels. Alors que les frontières de l'occident deviennent de plus en plus hermétiques pour l'immigration choisie ou subie, et face à la mondialisation de l'économie, nous n'avons d'autres initiatives que de nous lancer dans le chantier de la lutte contre la pauvreté. Et cela passe nécessairement par des inves-

tissements dans tous les domaines.

En nous rappelant qu'aujourd'hui les financements et le partenariat sont de plus en plus cruciaux dans l'existence d'une bonne la gouvernance et par ricochet de l'Etat de droit. Cela sans oublier que dès le départ une politique harmonieuse pour le développement ne peut se concevoir sans l'instauration de débats et des négociations, dans un climat apaisé, entre les différentes structures qui composent notre structure institutionnelle. C'est pour cela, qu'il nous faut rester toujours Comoro-optimiste, malgré tout !

Mmagaza

CHOLÉRA :

Le pays enregistre 41 nouveaux cas

La situation à Anjouan devient de plus en plus alarmante. Sur 41 nouveaux cas de choléra enregistrés le 31 mars dernier, l'île d'Anjouan en compte à elle seule 25, Ngazidja 8 et Mwali 8. Les autorités sanitaires appellent encore une fois à l'application stricte des gestes barrières pour endiguer cette épidémie.

Le nombre des cas ne cesse d'augmenter. Rien que ce 31 mars, le pays a enregistré 41 nouveaux cas de choléra dont 25 à Anjouan, 08 à Ngazidja et 08 à Mohéli. A ce jour, l'on comptabilise

581 personnes guéries dont 18 nouveaux guéris et 16 décès, depuis l'apparition de la maladie. Les autorités sanitaires appellent à redoubler de vigilance. « Le ministère de la Santé exhorte la popula-

tion à se présenter à l'hôpital tôt, afin d'éviter les complications qui aboutissent aux décès. La population doit respecter les mesures de prévention et redoubler de vigilance », souligne-t-il.

Surtout en cette période de l'Eid, les mouvements de population sont aussi un facteur de propagation. Chaque personne doit avoir un comportement exemplaire pour se protéger et protéger les autres. Il

est fortement recommandé de se laver les mains avec de l'eau propre et du savon, de privilégier des aliments bien cuits, de boire de l'eau potable et éviter les aliments crus etc.

Une attention particulière doit être portée sur les enfants qui ne sont malheureusement pas épargnés par cette épidémie. D'ailleurs, plus de 40% des cas signalés au niveau national touchent les enfants et ado-

lescents, dont près de 65% ont moins de 15 ans. Sur ce point, le ministère de la santé et ses partenaires multiplient les efforts pour stopper cette épidémie. Récemment, l'Unicef a remis à Anjouan des kits contre le choléra composés de 2 lots complets pour la prise en charge de 200 patients et 2360 kits CATI, agissant pour la santé de tous.

Andjouza Abouheir

SÉCURITÉ CIVILE :

Un camion-citerne des pompiers est-il arrivé vide sur le lieu d'un incendie ?

La Sécurité civile est régulièrement pointée du doigt pour ses retards à intervenir sur les lieux de sinistre. Cette fois, elle fait face à des critiques véhémentes pour avoir envoyé un « camion-citerne vide » éteindre les flammes d'un autre camion sur la RN1 à Bandamadji. Que s'est-il réellement passé...

La sécurité civile est acculée ces derniers jours. Et pour cause, elle est accusée d'avoir mobilisé un camion-citerne incendie « vide » à Bandamadji où un autre camion-citerne d'un particulier avait pris feu sur la chaussée même de la RN1, la semaine dernière. Sur les images qui circulent sur les réseaux sociaux, l'on voit des citoyens s'activer pour éteindre les flammes avec des seaux d'eau et autres récipients. Des images évidemment tristes quand on sait que le pays est doté d'une Sécurité civile, à qui revient cette tâche et que le lieu du sinistre n'est qu'à quelques encablures de la capitale. Mais ce qui est très choquant, c'est la présence à

une cinquantaine de mètres de l'incendie d'un camion-citerne de la sécurité civile...mais qui ne participe pas à l'extinction des flammes, et pourtant il a été dépêché sur place pour en venir à bout.

Face à cette scène des plus troublantes, que peut dire d'autre le citoyen à part déverser sa colère noire sur l'« incapacité » et la « mauvaise organisation » des pompiers ? C'est hélas ce qui se passe depuis. Des réactions pour le moins vives fusent de partout. « Une honte », « ils sont là mais ils ne font rien. Leur camion-citerne est vide », « au final ils vont prendre des photos pour jouer les héros sur les réseaux sociaux ». Chacun y va de son commentaire. Sauf qu'en réalité, il ne s'agit ni de « mauvaise organisation » ni d'« incapacité » de la part de la direction générale de la sécurité civile. La faute à cette cacophonie revient à une mauvaise information communiquée à la DGSC. En effet, l'alerte qu'ils ont reçue portait sur un incendie sur un camion-citerne... à carburant, et les équipements mobilisés l'ont été en fonction de la

nature du feu. C'est en tout cas ce que soutient la DGCS.

« L'alerte que nous avons reçue a indiqué que le camion en feu était un camion-citerne des Hydrocarbures. Nous avons naturellement conclu qu'il avait transporté du carburant. C'est pour cette raison que nous avons déployé un camion-citerne incendie avec de la mousse et de la poudre, car ce genre de feu ne se combat pas avec de l'eau. Mais une fois sur place, nous avons constaté que l'information que nous avions reçue était erronée, et qu'il s'agissait en réalité d'un camion-citerne qui avait transporté de l'eau. Les moyens que nous avons mobilisés, à savoir de la mousse et de la poudre, se sont avérés inadaptés à la situation. Par conséquent, nos équipes ne pouvaient pas intervenir dans l'immédiat. C'est la raison pour laquelle nous avons fait appel à un camion-citerne de l'And, rempli d'eau, depuis Voidjou, pour venir à bout des flammes », nous confie une source autorisée au sein de la DGSC.

TM



SENSIBILISATION CONTRE LE CHOLÉRA À ANJOUAN :

Le ministre de la jeunesse et sports donne le coup d'envoi

Le ministre Djanfar Salim Allaoui, a donné hier lundi le coup d'envoi d'une campagne de sensibilisation contre le choléra en présence des techniciens et autorités sanitaires. Mwamwa sera la zone cible du démarrage, ce village est d'ailleurs présenté comme le foyer le plus affecté de l'île.

Durant plus de deux heures, les techniciens du ministère de la santé ont mis le paquet sur la sensibilisation et la prévention contre le choléra. « La reconnaissance de l'existence de la maladie est déjà un pas important pour la prévention. Nous affirmons que la maladie a secoué cette localité.

Nous remercions les médecins », lance le ministre en charge des sports, Djanfar Salim Allaoui.



Les médecins qui sont intervenus durant la cette longue cérémonie, ont insisté sur la pureté et potabilité de l'eau. « Pour mieux se protéger contre cette maladie, il faut à tout prix bouillir l'eau. C'est de cette façon qu'on sera sûr que vous buvez de l'eau potable », avance Dr Salami. Cette région la plus touchée composée de plus de 5 quartiers, est traversée par trois rivières. « Évitez de faire nos besoins, de nous baigner et de laver tous les articles de la maison dans la même source d'eau. Dans des zones comme celle-ci, les latrines doivent se construire à plus de trente mètres de la rivière », conseille-t-il. Les médecins ont longuement

démonstré à la population, les gestes les plus efficaces pour faire barrage à cette épidémie.

La vigilance et l'arrivée à temps à l'hôpital est une étape sûre de la guérison. On se réfère au nombre de zéro décès dans le CTC (centre de traitement du choléra). Ce que Djanfar Salim Allaoui a initié pour la lutte contre cette épidémie doit-être poursuivi par les autres décideurs de l'île pour renforcer la sensibilisation. « Nous sommes appelés à combattre l'ennemi invisible pour protéger la population. J'interpelle les autres à suivre », dit-il.

Nabil Jaffar



**Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres**



**Projet : Résilience Climatique Régionale en Afrique Orientale et Australe
(P180171 – PRRC)**

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

R(SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE)

RECRUTEMENT D'UN EXPERT EN GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

1. Contexte :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque Mondiale d'un montant de 5 millions de dollars US dans le cadre du renforcement de la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes :

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque Mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en

place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter d'un (e) expert (e) en gestion des risques environnementaux.

2. Missions et Mandat

Le Spécialiste en gestion de risques environnementaux assure les rôles suivants :

Participer à l'élaboration et au suivi de l'exécution des activités du PTA du projet en matière de sauvegarde environnemental ;

Assurer le développement et le pilotage des études/activités en gestion de risques environnementaux du projet incluant la revue environnementale des sous-projets retenus pour financement du projet et des qualités des documents ;

Superviser l'exécution des activités de gestion des risques et des impacts environnementaux du PTA et réaliser des missions de contrôle de qualité des activités ;

Se charger de l'élaboration du rapport des activités et des résultats du Projet en matière de gestion des risques et des impacts environnementaux ;

Déterminer les indicateurs environnementaux, tenir un tableau de bord de suivi de ces indicateurs pendant la mise en œuvre du Projet ;

Participer à la préparation des missions de supervision, d'audit et d'évaluation externe ;

Participer à l'élaboration et à la mise à jour éventuelle du Manuel de procédures et du plan.

Pour avoir les descriptions détaillées des

tâches et responsabilités de l'expert en gestion des risques environnementaux, les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « Coordonnateur du projet PRRC » à l'adresse suivante : Rue Corniche Sis à l'Ex-projet PALU, rez-de-chaussée, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres-Moroni-Union des Comores,

Ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs : alihadji2@gmail.com ; rcrpcmores@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

L'expert environnementaliste doit avoir au moins un BAC+4 dans le domaine des Sciences Environnementales ou en Géographie, en Agronomie/Forestier ou diplôme équivalent.

Avoir au moins cinq (05) ans d'expériences professionnelles dans la mise en place des évaluations environnementales des projets et la conduite des audits environnementaux ; Avoir au moins trois (03) ans d'expériences professionnelles dans un projet similaire ou dans le domaine de l'évaluation et de l'étude d'impact environnemental et social ;

Bonnes connaissances des politiques de sauvegardes environnementales de la Banque mondiale et des Directives environnementales, sanitaires et de sécurité (ESS)

ainsi qu'une maîtrise de la législation environnementale de l'Union des Comores. Bonnes capacités rédactionnelles, Bonne maîtrise de la langue française (oral et écrit).

4. Composition de dossiers de Candidature :

- Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation datée et signée
- Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- Copies certifiées de diplômes et des attestations
- Copie de la carte d'identité biométrique
- Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- Certificats de travail
- Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contact

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le 18/04/2024 à 10h00 auprès du « Coordonnateur du projet PRRC » à l'adresse suivante : Rue Corniche Sis à l'Ex-projet PALU, rez-de-chaussée, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres- Moroni-Union des Comores, sous plis fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **RECRUTEMENT D'UN EXPERT EN GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX.**



**Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres**



**Projet : Résilience Climatique Régionale en Afrique Orientale et Australe
(P180171 – PRRC)**

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Référence :2024-002-SS/VBG-UGP-PRRC

(SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE)

LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE SOCIAL, EN VBG ET EN MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

1. Contexte:

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque Mondiale d'un montant de 5 millions de dollars US dans le cadre du renforcement de la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes :

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque Mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en

place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un (e) spécialiste social, en VBG et en mobilisation des parties prenantes.

2. Missions et Mandat

Le Spécialiste social et en VBG a pour rôle de s'assurer que les aspects sociaux, y compris en matière de genre, de violence basée sur le genre (VBG), de mobilisation des parties prenantes et d'engagement citoyen, et si besoin d'acquisition de terre, de restrictions à l'utilisation des terres et à la réinstallation involontaire, ainsi que toutes les mesures y afférentes décrites dans le document du projet, dans les instruments de gestion de risques Environnemental et social et dans tout autre document associé au projet, sont dûment conçus, pris en compte, mis en œuvre, suivis et évalués..

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités d'un (e) spécialiste social, en VBG et en mobilisation des parties prenantes, les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « Coordonnateur du projet PRRC » à l'adresse suivante : Rue Corniche Sis à l'Ex-projet PALU, rez-de-chaussée, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres-Moroni-Union des Comores,

Ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs : alihadji2@gmail.com ; rcrpcmores@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le SS du PRRC doit avoir au moins un diplôme de Master dans le domaine Social, de genre, d'étude d'impact environnemental et social, ou un autre diplôme pertinent.

Avoir au moins quatre (04) ans d'expériences professionnelles dans la préparation, suivi et/ou évaluation d'études d'impacts sociaux et d'appui aux projets de développement sociaux.

Avoir préparé et mis en œuvre des instruments de gestion de risques sociaux et environnementaux, tels qu'un Cadre de réinstallation (CR), Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES), Étude d'impact environnemental et social (EIES), Plan de restauration de moyens de subsistance, Plan d'action de réinstallation (PAR), et/ou le Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) ; etc... ;

Avoir une expérience dans l'intégration de la dimension de la parité hommes-femmes dans des programmes de développement.

Avoir des expériences probantes dans les domaines de la mobilisation de parties prenantes, d'engagement citoyen, la sensibilisation, l'animation et la formation particulièrement au niveau communautaire ;

Les points suivants seraient des atouts :

- L'expérience dans le domaine de la violence basée sur le genre (VBG),
- Expériences en matière de réinstallation

involontaire selon les standards des bailleurs de fonds comme ceux de la BM sont un atout,

- Avoir une expérience ou une connaissance du Cadre environnemental et social (CES) de la BM.

4. Composition de dossiers de Candidature :

- Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation datée et signée
- Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- Copies certifiées de diplômes et des attestations
- Copie de la carte d'identité biométrique
- Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- Certificats de travail
- Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contact

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le 19/04/2024 à 10h00 auprès du « Coordonnateur du projet PRRC » à l'adresse suivante : Rue Corniche Sis à l'Ex-projet PALU, rez-de-chaussée, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres- Moroni-Union des Comores, sous plis fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE SOCIAL, EN VBG ET EN MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES.**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU COSIC

Des objectifs presque atteints

A une année de la prochaine assemblée générale électorale, le président du Comité olympique et sportif des îles Comores, Mohamed Ibrahim Mze a dressé un bilan plutôt satisfaisant de son bureau lors de l'assemblée générale ordinaire. Devant les 21 présidents de fédérations affiliées, le futur gouverneur de l'île de Ngazidja a par ailleurs rassuré quant à la volonté du chef de l'Etat de faire des jeux de 2027, une réalité aux Comores.

C'est un classique pour les assemblées générales des associations sportives et pas que. C'est par l'appel des délégués constituant l'assemblée générale que le secrétaire général du Cosic, Hilmy Aboud Said a débuté la séance avant de passer la parole au président pour son discours de circonstance. Sur les 21 fédérations, 14 étaient présentes à l'ouverture de l'assemblée, même si par la suite les retardataires ont fini par se présenter.

Lors de sa prise de parole, le président du COSIC a tenu à rendre

hommage aux différentes fédérations qui ont envoyé des athlètes lors des jeux des îles 2023 à Madagascar. « Nous nous réjouissons de notre participation à ces jeux mais, en même temps nous pouvons être satisfaits du bilan le plus réussi d'une délégation comorienne participant aux jeux des îles avec nos 31 médailles », a-t-il avancé. Si le patron du sport comorien a mis un point d'honneur à insister sur ce sujet, c'est parce que à l'en croire, « nous vous avons promis après les jeux de Maurice où nous étions revenus avec 14 médailles de faire en sorte qu'à Madagascar on puisse doubler cette moisson et c'est chose faite » s'est-il réjoui.

Et le président de poursuivre : « L'organisation des jeux autrement dit la semaine olympique était une autre promesse qu'on a tenu en 2022 et qu'il va être réédité cette année à Anjouan. Nous remercions le gouvernement pour son appui inestimable (10 millions) pour la réussite de la première édition ». Une satisfaction compréhensible pour lui, dans la mesure où « c'est lors justement de cette première édition au stade de



Moroni, que le chef de l'Etat avait pris l'engagement de faire venir les jeux 2027 aux Comores » une promesse qui est en bonne voie nous fait dire le président du Cosic.

Autre défi relevé pour le Comité et qui n'est des moindres, fût la réconciliation de la famille olympique. « A notre arrivée, la famille olympique était divisée, des rebellions sévissaient sur la plupart de nos fédérations. Nous pouvons nous

satisfaire car cela a pris fin mais, cela ne veut pas dire qu'on n'a pas nos contradictions mais elles se règlent dans la légalité en tenant compte des textes qui régissent le mouvement olympique comorien », a-t-il ajouté. Seul bémol, l'incapacité jusqu'à aujourd'hui du Comité à sortir de terre le siège du Comité olympique. « Si l'ACNOA s'est dit prêt à nous accompagner dans la construction de notre siège social,

des préalables ont été posés notamment le fait qu'on doit posséder le terrain. Jusqu'à maintenant on n'a pas pu réaliser cet objectif malgré les promesses, mais, on espère qui d'ici la fin de notre mandat on puisse réaliser cet objectif, sinon ça sera au prochain bureau de s'y atteler » a conclu le président.

Imtiyaz

DÉCÈS DU JOURNALISTE HASSANE MZE BEN YOUSSEF :

Oraison funèbre organisé à la mémoire du défunt

Décédé le 23 mars dernier, l'ancien chroniqueur sportif Hassane Mze Ben Youssef reçoit depuis l'au-delà les prières des uns et des autres. Ainsi, la jeunesse sportive de Vouvouni Bambao a convié le 29 mars dernier, la sphère journalistique pour une oraison funèbre dédiée à l'ancien chroniqueur sportif. Son départ laisse la rubrique sportive quasi orpheline.

Sa voix était reconnaissable entre mille pour les auditeurs. Elle était un pilier du paysage

médiatique sportif depuis plus de deux décennies, Hassan Mze Ben Youssef a trépassé le 23 mars dernier. Autant respecté que craint grâce à ses entretiens rhétoriques et tenaces, le regretté journaliste a interviewé plusieurs générations politiques, d'acteurs du débat public. Surtout ses émissions sportives depuis Radio Comores, RCM 13, Radio Océan Indien et Radio Ngazidja, sont notamment restées dans la mémoire de nombreux auditeurs.

« Il n'a jamais eu de conflit avec

personne. Même quand il était arbitre, il ne s'est jamais disputé avec qui que ce soit. Voilà pourquoi une grande partie du milieu sportif a partagé son émotion après l'annonce de son décès », a déclaré Tony de la fédération de football comorien. Et de poursuivre que « il était un monstre sacré du journalisme comorien. Lui qui était toujours là, à chacune de ses grandes dates, dans nos journaux ou sur nos ondes, pour en raconter les riches heures et en interroger les acteurs ».

De son côté, Oustadh Ali

Souleymane a fait part de sa tristesse de voir partir un grand pilier du journalisme, passionné de sport et d'information qui a marqué de son empreinte toute une génération. « L'ancien journaliste a fréquenté le groupe scolaire Avenir en tant que surveillant. J'étais ému d'entendre plusieurs générations scolaires dire qu'il était le surveillant avec le sourire aux lèvres, conciliant et très respectueux. Essayons de suivre son exemple et ses comportements. Tout le monde était son ami. Et il était très bon vivant », a-t-il avancé.

L'ancien chroniqueur sportif, Hassane Mze Ben Youssef a formé beaucoup d'entre nous à prendre goût à ce métier. Surtout ceux de l'audiovisuel. Il était très ouvert et prêt à aider les autres. À part son métier journalistique, il était père de quatre enfants pour lesquels, il s'est tellement battu pour leur éducation. Il est parti en laissant derrière lui des journalistes orphelins dans le domaine sportif.

Kamal Gamal

ÉCLAIRAGE PUBLIC

Le quartier Comores Télécom inauguré à Fomboni

Après Moroni et Mutsamudu c'est autour de Fomboni de bénéficiaire du projet d'éclairage public financé par la société comorienne de télécommunication. Ce quartier Comores Télécom a été officiellement inauguré dimanche 31 mars dernier après la rupture du jeune. Le Ministre Moctar Ould Dada Hamdane qui représentait son homologue de la télécommunication et le patron de la société ont fait le déplacement depuis Moroni pour cet événement que le maire de Fomboni a fortement salué.

Depuis quelques semaines la route principale de Fomboni, longtemps restée dans l'obscurité, a été sporadiquement illuminée. Les habitants de la capitale mohélienne se réjouissaient déjà de cette initiative « ce sont

juste des essais » nous avait expliqué un responsable régional de la société. C'est ce dimanche 31 mars que l'inauguration a eu lieu en présence du Ministre Ould Dada qui représentait son homologue de la communication, du Directeur Général de Comores Télécom Ali Hadji Mmadi et des autorités insu-



lares.

Un document a été signé entre le patron de la société et le maire de Fomboni pour confier la responsabilité de la gestion de cet éclairage public à la commune de Fomboni. « C'est pour se rapprocher davantage de la population même si l'électricité n'est pas notre domaine, mais

c'est pour leur montrer que Comores Télécom est leur société qui pense à eux, donc il leur appartient de protéger ces investissements d'éclairage et ceux de la société d'une manière générale » a indiqué Ali Hadji Mmadi le DG de Comores Télécom.

Il s'agit d'une centrale solaire de 136 kilowatt heure qui alimente toute l'entreprise lui permettant de réduire ses charges de 3 millions de francs comoriens par mois, selon le technicien de l'entreprise comorienne qui a installé ces centrales dans les 3 îles. « Et une partie de cette énergie a permis l'alimentation de l'éclairage public » a-t-il expliqué lors de la visite guidée de la centrale à l'intérieur même de la société après la brève cérémonie d'inauguration.

Le maire de Fomboni n'a pas

manqué d'exprimer sa joie et sa reconnaissance à l'égard de Comores Télécom pour cette initiative qui permettra à la ville de Fomboni d'être régulièrement illuminée et permettre certaines activités dans la nuit mais aussi réduire les actes de vandalisme. « Nous exprimons ici notre disponibilité à collaborer avec Comores Télécom sur tout projet de développement et appelons la population de Fomboni à être gardien de ces équipements pour que cet éclairage perdure » lance Mouhaimine Ben Abdallah. Le lendemain (lundi 1er avril) la direction de la société nationale a prévu d'inaugurer à Mlabanda dans la région Djando, un nouveau bâtiment du service commercial.

Riwad

FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL**MISSION RESIDENTE DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL AUX COMORES****AVIS DE RECRUTEMENT D'UN/UNE ECONOMISTE****Lieu d'affectation :** Moroni**Durée d'engagement :** Période de probation d'une année, puis contrat de trois ans.**Grade du poste :** NO-B**Date probable de début du Contrat:** 8 Mai 2024**Contexte :**

Le Fonds Monétaire International (FMI) conseille ses États membres, dont l'Union des Comores et soutient les efforts des autorités des pays à mettre en œuvre des politiques visant à raffermir leur stabilité économique, à réduire la vulnérabilité aux crises économiques et financières, et à améliorer les niveaux de vie de leur population.

Le FMI cherche à embaucher pour le bureau de sa Représentation résidente à Moroni, un/une économiste.

Ce dernier aura la charge de toutes les tâches relatives aux fonctions et responsabilités décrites ci-après :

Fonctions et responsabilités

Sous l'autorité et supervision générale du Représentant Résident, elle/il devra notamment :

- développer et maintenir des bases de données complètes sur les aspects de l'économie (en particulier des Comores et de la sous-région) ;

- participer à des missions de collecte / analyse de données ainsi que collaborer et échanger des informations avec des représentants du gouvernement et du secteur privé.

- organiser et prendre part à toutes les réunions afférentes à ses responsabilités.

- effectuer un travail analytique, y compris entreprendre des analyses économiques, évaluer, suivre et analyser les développements économiques, la conception de politiques et de programmes et coordonner l'assistance technique (en particulier dans les domaines de la production, des prix, du secteur financier, de l'argent, des questions fiscales et de la balance des paiements);

- rechercher et préparer une variété de résultats écrits, statistiques et économétriques de niveau académique ;

- Démontrer de la créativité face aux nouveaux problèmes et contextes économiques ;

- Collaborer avec les partenaires techniques et financiers et autres donateurs bilatéraux et multilatéraux ;

La / le candidat(e) retenu(e) devra constamment démontrer sa capacité à travailler de manière indépendante et à renforcer les relations du FMI avec le pays d'opération. Il devra être disponible (y compris en cas de besoin en dehors des horaires habituels du bureau), apte à travailler sous pression dans un environnement multiculturel, et faire preuve d'une grande capacité d'organisation.

Formation et connaissances exigées

Diplôme de maîtrise complété en macroéconomie ou avoir initié un programme de doctorat. Un doctorat en économie complété serait considéré comme un avantage important.

Cinq années ou plus d'expérience de travail pertinente (par exemple en économétrie, statistiques ou finances) ou expérience équivalente.

Maîtrise de Microsoft Office (particulièrement Word et Excel) et de , logiciels économétriques tels que Stata, Eviews, Rou GAUSS. Connaissance avancée des techniques statistiques et économétriques et des relations macroéconomiques.

Les publications de documents de recherche dans des revues académiques seraient considérées comme un autre avantage important.

Parfaite maîtrise de l'anglais et du français.**Composition du dossier de candidature :**

Envoyer le curriculum vitae (CV) du candidat et une lettre de motivation adressée à Mme la Cheffe de Mission du FMI accompagnés de copies électroniques des diplômes, pièces d'identité et références par courrier électronique (e-mail) à l'adresse suivante : **RR-COM@imf.org**

Reference : Économiste

!!! La candidature sera écartée en cas d'absence d'un de ces documents !!!

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES : 19 Avril 2024

Seuls les candidats présélectionnés pour l'interview seront contactés